

Questions orales

Si notre productivité n'augmentait pas, le nombre de nos chômeurs serait encore plus élevé qu'il ne l'est à l'heure actuelle. C'est le premier bienfait d'une productivité accrue. Nous le constatons dans le volume sans précédent de nos exportations. Au Canada, c'est la preuve que nous parvenons à soutenir la concurrence étrangère.

Une fois que la productivité aura commencé à augmenter, il faudra un certain temps aux entreprises pour s'agrandir et pour créer de nouveaux emplois. Elles sont en mesure de le faire parce qu'elles sont devenues plus efficaces et mieux capables de soutenir la concurrence. C'est ce que nous faisons. Je le regrette, mais nous devons y mettre du temps. J'aimerais bien pouvoir assurer aux électeurs du député qu'ils trouveront du travail demain matin, mais je ne puis le faire.

Nous appliquons à l'heure actuelle un certain nombre de mesures de nature à rendre notre pays plus efficace et plus productif. Nous sommes dans la bonne voie, et nous allons assister à une baisse graduelle du chômage. Nous serons alors en mesure de soutenir la concurrence des autres pays du monde.

M. Mulroney: Monsieur le Président, pendant que le ministre des Finances s'amuse avec les danseuses de French can-can Place Pigalle, je tiens à lui dire qu'il a notre bénédiction s'il promet de ne jamais revenir et de ne jamais plus toucher à l'économie canadienne.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Après les torts qu'il a causés à des centaines de milliers de familles canadiennes, j'espère qu'il aura la décence de rester là-bas pour y passer sa retraite dorée.

* * *

LES CATASTROPHES**LA TRAGÉDIE À LA MINE DE GLACE BAY**

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Ma question s'adresse au vice-premier ministre dont le sourire m'étonne, étant donné les résultats du sondage publié aujourd'hui. Le ministre peut-il nous dire où en est la situation à Glace Bay à la suite de la catastrophe qui s'est produite dans la mine où un homme se trouve coincé et que l'on a dû bloquer pour empêcher la propagation de l'incendie? Le vice-premier ministre peut-il nous dire ce qu'il en est et nous présenter un rapport détaillé au sujet de cette catastrophe?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, si je souriais c'est simplement parce qu'après avoir entendu si souvent parler de la courtoisie du député, je me rends compte qu'il devient rapidement discourtois.

Le ministre suppléant des Mines pourra vous présenter un rapport sur Glace Bay. Je ne l'ai malheureusement pas encore. S'il ne l'a pas lui-même, il l'obtiendra très rapidement. Le ministre du Travail a peut-être du nouveau.

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de dire que je n'ai jamais changé d'avis à l'égard du premier ministre suppléant. Il a toujours été courtois, mais il doit être scandalisé comme moi d'apprendre que le ministre des Finances qui, avec le gouvernement, a réduit au chômage un million et demi de travailleurs a l'indécence d'aller se prononcer à Paris aux frais des contribuables canadiens. Voilà ce qui me fait perdre ma courtoisie, monsieur le vice-premier ministre, et je pense que vous comprendrez.

Quant à la question que j'ai posée, le gouvernement a-t-il l'intention...

[Français]

Ah! Mais cela fait mal! Trouvez-vous une job à Paris, vous aussi, parce que vous n'aurez plus de jobs au Québec. Les Québécois en ont soupé de vous! Vous êtes finis, au Québec!

M. le Président: A l'ordre! J'invite l'honorable chef de l'opposition officielle à s'adresser à la présidence.

M. Mulroney: Les Québécois et les Canadiens en ont soupé de l'hypocrisie des gens qui infligent le chômage aux Canadiens, et qui se trouvent des jobs payantes à Paris. Les Québécois en ont soupé de ça!

• (1140)

[Traduction]

Pour ce qui est de la question que j'ai posée au vice-premier ministre, le gouvernement a-t-il l'intention, compte tenu de la gravité de cette affaire, de mener une enquête publique sur cette catastrophe qui a fait des victimes? Cela fait longtemps qu'on étudie les règlements sur la sécurité minière, mais il n'y a encore rien eu de concret.

La commission d'enquête publique aura-t-elle également pour mandat d'étudier le chômage qui sévit dans la région de Glace Bay et qui dépasse maintenant 20 p. 100? Les gens de la région demandent de l'aide et des possibilités d'emploi même si le ministre des Finances les a abandonnés pour aller se promener en Europe afin de fuir les tristes réalités de l'économie canadienne.

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, je crois savoir qu'un de mes collègues va répondre à la question sur Glace Bay.

Avant de lui laisser la parole, je pense que le chef de l'Opposition officielle devrait se faire dire que le poste de secrétaire général de l'OCDE dont on parle pour le ministre des Finances du Canada maintenant est un poste fort honorable et fort convoité dans le monde. C'est vraiment un honneur pour lui et un honneur pour le Canada qu'on l'ait approché pour ce poste.